



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 97

Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec

Présentation

**Présenté par
Mme Lise Bacon
Ministre de l'Énergie et des Ressources**

**Éditeur officiel du Québec
1993**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur Hydro-Québec afin de permettre à cette société d'avoir recours à de nouvelles formules de financement, avec l'autorisation du gouvernement ou dans le cadre d'un régime d'emprunt ou de financement autorisé par le gouvernement. À cette fin, Hydro-Québec pourra acquérir des biens et également louer, céder, aliéner ou grever ceux qui ne sont pas destinés à la production, au transport ou à la distribution d'énergie.

Ce projet précise également les pouvoirs d'Hydro-Québec en matière d'acquisition, de location ou d'aliénation de biens meubles.

Enfin, ce projet permet aux membres du conseil d'administration d'Hydro-Québec de participer à une assemblée à l'aide de moyens de télécommunication.

Projet de loi 97

Loi modifiant la Loi sur Hydro-Québec

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. La Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., chapitre H-5) est modifiée par l'insertion, après l'article 11.2, du suivant:

« **11.2.1** Les membres du conseil d'administration peuvent, si tous sont d'accord, participer à une assemblée du conseil à l'aide de moyens permettant à tous les participants de communiquer oralement entre eux, notamment par téléphone. Ils sont alors réputés avoir assisté à l'assemblée. ».

2. L'intitulé de la section IV de cette loi est remplacé par le suivant: « FINANCEMENT DE LA SOCIÉTÉ ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 27.1, des suivants:

« **27.2** La Société peut également, avec l'autorisation du gouvernement, pourvoir à son financement par tout autre moyen et conclure tout contrat à cet égard.

« **27.3** Les autorisations prévues par les articles 27 et 27.2 ne sont toutefois pas requises si l'emprunt ou le financement de la Société est effectué dans le cadre d'un régime d'emprunt ou de financement autorisé par le gouvernement.

Le gouvernement approuve le montant maximum, les principales caractéristiques et les limites applicables aux transactions visées par chaque régime d'emprunt ou de financement. La valeur nominale, les autres caractéristiques, les modalités et les conditions particulières de chacune de ces transactions sont établies par la Société.

La Société peut autoriser généralement une personne à conclure toute transaction d'emprunt ou de financement en vertu d'un régime visé au premier alinéa, à en établir les montants et les autres caractéristiques et à accepter les modalités et conditions relatives à chacune de ces transactions.

«**27.4** La Société peut, aux fins de la présente section, acquérir tout bien. Elle peut également à ces fins, louer, céder, aliéner ou grever tout bien sauf s'il s'agit d'un immeuble destiné à la production, au transport ou à la distribution d'énergie. ».

4. L'article 29 de cette loi est modifié par l'insertion, après le cinquième alinéa, du suivant :

« La Société peut, pour ses fins, acquérir, louer, céder, aliéner ou grever tout bien meuble. ».

5. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).